



RÉTABLISSONS LA VÉRITÉ

Ces dernières semaines, nous avons vu fleurir un certain nombre de tracts de la CGT ou de la CFDT qui concernaient le corps des Ouvriers d'Etat. S'il est normal que les organisations syndicales communiquent avant des échéances électorales (les Ouvriers de la DSNA doivent à nouveau élire les représentants à la Commission d'Avancement suite à un recours juridique de la CFDT), il est par contre anormal de transformer la réalité ou de s'afficher comme le seul véritable défenseur des Ouvriers.

Si le corps des Ouvriers est défendu par les trois organisations, il est certain que les visions et l'implication pour y parvenir ne sont pas identiques. Les attaques de la CGT contre les signataires du protocole en sont un bel exemple.

La CGT n'a pas signé le protocole DGAC et accuse les signataires d'avoir validé par ce texte la fin des Ouvriers d'Etat à la DGAC. Elle combat ce protocole alors qu'il est identique sur bien des points avec le précédent pour les personnels ouvriers :

- au niveau **indemnitare**, même revalorisation de la prime de technicité 100 €, doublement de la prime d'intéressement collectif qui passe de 100€ à 200€
- au niveau **statutaire**, même évolution d'une famille vers le HCC : après l'Hygiène et sécurité, nous allons faire évoluer la famille Spécialiste Laboratoire. Nous allons également améliorer les carrières pour les agents qui sont sur les fonctions Logistiques dans le cadre du GT Logistique.
- au niveau **avancement**, même évolution : après la mesure compensatoire, nouvelle mesure (garantie) pour augmenter le nombre d'avancements.
- au niveau **recrutement** : des recrutements d'ouvriers sont prévus comme dans le protocole précédent.
- le dernier protocole prévoyait la mise en œuvre d'un nouveau statut créé par la Fonction Publique. Le protocole actuel prévoit, si la Fonction Publique refuse de recruter sur certaines fonctions, l'étude d'un statut de contractuel en CDI négocié au niveau DGAC avec un niveau de recrutement, de déroulement de carrière identique à celui des ouvriers. Depuis 03/2012, la Fonction Publique a refusé tout recrutement d'ouvrier informatique. L'autre solution proposée par le Directeur général lors des négociations protocolaire était l'externalisation de ces fonctions.

Pourquoi refuser aujourd'hui ce que l'on a signé hier ?

La CFDT, qui n'est pas très active sur les dossiers des Ouvriers d'Etat ces dernières années, ne représente plus que 10% des ouvriers. Elle a voulu ces dernières semaines, par différents communiqués, montrer qu'elle existe encore. En demandant

- qu'à la DGAC s'appliquent des accords que sa fédération a combattus et n'a pas signé au Ministère de la Défense (calcul de la prime de rendement sur l'échelon de l'agent limité au cinquième, création d'un HCD). Pourquoi promettre de suite à la DGAC des avancées qui ne pourront se faire que dans un futur cadre protocolaire ?



- la création d'une nouvelle voie pour l'avancement (VAE). Nous avons l'avancement par essai, au choix et par stage. Si on veut améliorer la carrière des agents, il faut augmenter le nombre d'avancements, ce que défend et obtient FO (mesures compensatoire et garantie).

- une commission d'avancement unique pour l'ensemble des Directions de la DGAC. Solution de facilité pour la CFDT qui ne peut pas déposer de liste dans chaque CAO lors des élections. Comment tenir compte des particularités de chaque direction dans une CAO qui regroupera près de 800 agents ?

Pourquoi se réveiller simplement la veille des élections ?

Depuis plusieurs années **FO**, qui est largement majoritaire (60% aux dernières élections) chez les personnels Ouvriers, est à l'origine des différentes avancées obtenues pour les ouvriers.

Nous avons décidé de signer ce protocole pour rester présents et défendre les personnels dans les différents dossiers en particulier les recrutements (au CSP du 2 mars dernier, sous notre pression, le Directeur général a lancé la procédure de recrutements). Notre présence au GT Logistique (obtention de la note de cadrage pour les CLP), au GT Energie (création de section énergie avec poste de chef d'équipe) et au GT Informatique (refus d'externalisation des fonctions d'AIG) nous permettra de défendre le rôle et la place des ouvriers sur ces fonctions. Ces différents GT se seraient tenus sans nous. Qui alors aurait défendu les personnels ouvriers ?

Les embauches réalisées depuis l'arrêt des recrutements et la levée du moratoire ne sont pas dues qu'à la seule action de la CGT. FO y a pris toute sa place. D'ailleurs souvenez-vous, c'est dans une réponse à un courrier de FO que la Ministre de la Fonction Publique a autorisé annuellement un certain nombre de recrutements.

**Rassurez-vous, nous n'avons pas signé la mort des Ouvriers d'Etat à la DGAC.
Nous continuons tous les jours à vous défendre.**

Par contre oui, nous avons pris la décision de continuer à négocier au lieu de refuser tout dialogue. Avions-nous un autre choix ?

**La pérennité du corps des Ouvriers d'Etat passe par du travail de fond,
pas par des tracts électoralistes.**

FO assume ses actes et ses choix. FO affiche des résultats !

